

Témoignage d'un Rohingya

VOYAGE AU CŒUR D'UN GÉNOCIDE

Paul FRANCK

Habiburahman est un Rohingya apatride réfugié en Australie. Il relate son parcours dans un livre, *D'abord, ils ont effacé notre nom*. Au-delà d'un témoignage personnel, ce récit écrit avec une journaliste française raconte l'histoire d'une communauté qui, en Birmanie, a de tout temps été martyrisée.

POURCHASSÉ.

Simplement parce qu'il fait partie d'une communauté non reconnue par le pouvoir.

D'aussi loin qu'il s'en souvienne, Habiburahman, né en 1979, a toujours été pourchassé. Tout simplement parce qu'il est rohingya. Il appartient en effet à une communauté dont, pour son malheur, l'histoire est liée à celle de la Birmanie, rebaptisée Myanmar par la junte militaire en 1989. Il témoigne du martyre de son peuple dans *D'abord, ils ont effacé notre nom*, un livre écrit avec la journaliste et réalisatrice française Sophie Ansel. « *Le dictateur U Ne Win fait régner la terreur en Birmanie depuis des décennies, rappelle-t-il. En 1982, il a un nouveau projet : réinventer l'identité nationale et fabriquer un ennemi fictif pour entretenir la peur. Il promulgue sa nouvelle loi : dorénavant, pour garder la citoyenneté birmane, il faudra appartenir à l'un des cent trente-cinq groupes ethniques reconnus, groupés en huit races nationales. Celui des Rohingyas n'en fait plus partie. D'un trait de plume, notre ethnie disparaît officiellement.* »

« *L'annonce tombe comme un couperet pour un million d'entre nous qui vivons dans l'État d'Arakan, la terre de nos ancêtres, à l'ouest de la Birmanie, poursuit-il. Le lavage de cerveau est lancé. Sournoises, la rumeur et l'angoisse se propagent de village en village et font le reste du travail. Il est désormais interdit de prononcer le mot Rohingya. Il n'existe plus, nous n'existons plus.* »

OGRES MALFAISANTS

Il est alors contraint de s'effacer aux yeux de ses concitoyens birmans. Il devient le *Bengali*, l'étranger de ses voisins, l'un de ceux qui se reproduisent aussi vite que des lapins et menacent d'envahir le pays. On les appelle *kalars*, un terme péjoratif qui désigne avec mépris et dégoût les ethnies à la peau foncée, et plus spécifiquement les Rohingyas, musulmans birmans. « *Dans d'autres pays, dans d'autres circonstances et à d'autres époques, kalar aurait signifié bougnoule, négro ou youpin, note Habiburahman. Ce mot fait l'effet d'une gifle, il nous ébranle jour après jour en même temps qu'au coin du feu, dans les chaumières du Myanmar, une étrange histoire se perpétue à cause de notre physique. On dit de nous que nous sommes des ogres maléfaisants venus d'un pays lointain, des êtres plus proches de l'animal que de l'homme. Désormais cette image hante les pensées des plus grands et fait le cauchemar des plus petits.* »

« On dit de nous que nous sommes des êtres plus proches de l'animal que de l'homme. »

Il va devoir grandir avec l'hostilité des autres. Il est hors-la-loi dans son propre pays, hors-la-loi dans le monde. « *J'ai trois ans, je ne sais pas encore que je suis apatride. Car sur mon berceau s'est penché un homme tyrannique qui m'a tracé un destin auquel il me sera difficile d'échapper. Je serai fugitif ou je ne serai pas.* »

UN APATRIDE DEBOUT

Harcelé, arrêté, soumis à des travaux forcés, Habiburahman finit par fuir sa terre. Arrivé en Australie en 2009, il obtient un statut de réfugié. Après trente-deux mois passés dans des centres de rétention pour immigrés, il décide de protester et organise une manifestation sur un toit de la ville, suivie d'une grève de la faim. Ces actions lui valent une

condamnation, annulée en appel. Il continue aujourd'hui de réclamer des droits pour son peuple et il a créé une fondation afin de lui venir en aide.

Un million de Rohingyas sont déplacés au Bangladesh voisin. Mais ils y sont mal accueillis, restent sans statut, et personne ne peut aller voir ce qui se passe de l'autre côté de la frontière, où nombre d'entre eux ont été tués, des villages rasés et incendiés, des femmes violées. Habiburahman ne baisse cependant pas les bras. Il entend poursuivre son combat contre le nettoyage ethnique qui se perpétue dans l'indifférence générale.

Indignée et révoltée, Sophie Ansel a voulu contribuer au lancement d'un mouvement de solidarité envers ce peuple en recueillant son histoire dans un livre. Fin février et début mars, ils devaient venir présenter ensemble *D'abord, ils ont effacé notre nom* devant des parlementaires européens et à Paris. Ils étaient aussi attendus au parlement bruxellois pour une conférence organisée par le groupe socialiste. Mais la co-auteure est arrivée seule, le Rohingya n'ayant pas obtenu son visa. Car, comme apatride, s'il quitte l'Australie, il n'a pas le droit d'y retourner.

QUELLES ACTIONS AUJOURD'HUI ?

La journaliste tire la sonnette d'alarme : si rien n'est fait, on se dirige irrémédiablement vers une « *solution finale* ». Elle rappelle que tous les génocides ont toujours commencé par une réécriture de l'histoire par ses instigateurs, qui désignent un peuple, une ethnie, une minorité religieuse comme responsable des maux frappant leur pays. Et qu'actuellement, au Myanmar, la destruction des villages et le viol des femmes sont quotidiens. Les Rohingyas sont parqués dans des espèces de villes-prisons, sans aucun contact avec l'extérieur. Il est quasiment impossible de pénétrer dans ces lieux pour pouvoir les rencontrer et se rendre compte de leur situation. L'une des urgences est de faire ouvrir les portes de l'Arakan, région où ils sont enfermés et exterminés.

La communauté internationale a témoigné de bien peu d'empathie envers leur sort, bien que les Nations unies aient reconnu les persécutions dont ils sont victimes. Sophie Ansel pose la question : « *Nous savions et nous pouvions savoir. Pourquoi le monde a-t-il été si insensible ? Pourquoi les rapports alarmants n'ont-ils jamais été suivis d'actions ?* » Comme dans le cas d'autres génocides, il n'est pas possible de dire que le monde n'était pas au courant. Celui-ci était pourtant annoncé et aurait pu être évité. Que faire alors ?

Faire pression sur la Birmanie et la communauté internationale, qui dispose de moyens d'intervention et de pression, est un élémentaire devoir de justice et d'humanité. Et pourquoi ne pas inciter les instances politiques et économiques à ne plus organiser de missions dans ce pays ? Cette suggestion est soutenue par le parlement bruxellois qui a annulé la sienne. Promouvoir la diffusion du témoignage d'Habiburahman peut aussi être un moteur puissant. Dénoncer, c'est bien. Agir, c'est plus efficace. ■



HABIBURAHMAN avec Sophie ANSEL, *D'abord, ils ont effacé notre nom*. Éditions de La Martinière, Paris, 2018. Prix : 19,90€. Via *L'appel* : -5% = 18,91€.